

Ce document est réalisé par l’Observatoire Régional de l’Intégration et de la Ville, au titre de sa fonction d’animation du réseau des acteurs de l’intégration en Grand Est. Il vous propose une sélection de ressources publiées sur les thématiques de l’immigration, de l’intégration, de la lutte contre les discriminations...

DISCRIMINATION

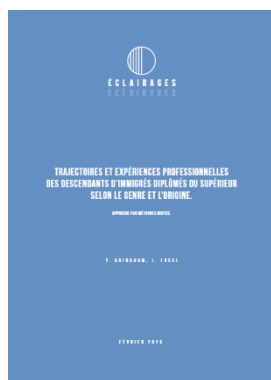
Défenseur des droits, **Jeunesses et discriminations fondées sur l’origine : répondre à l’impératif d’égalité**, février 2026



L’objectif de ce rapport est de mieux appréhender les discriminations subies par les jeunes au regard de leur origine réelle ou supposée, dans différents domaines : école, logement, emploi, santé, loisirs. Il s’agit ici d’alerter sur un paradoxe apparent : si les jeunes sont la catégorie de la population qui reconnaît et déclare le plus de discriminations, elle est également celle qui méconnaît le plus ses droits au recours, y compris auprès du Défenseur des droits. Pour cette tranche d’âge, marquée par des fragilités et vulnérabilités multiples, les discriminations sont susceptibles d’éroder non seulement leurs trajectoires mais aussi leur sentiment d’appartenance, leur confiance dans les institutions et dans la promesse républicaine, qui sont au fondement de notre cohésion sociale.

<https://www.defenseurdesdroits.fr/jeunesses-et-discriminations-fondees-sur-lorigine-repondre-limperatif-degalite-1070>

Défenseur des droits, **Étude sur les trajectoires et expériences professionnelles des descendants d’immigrés diplômés du supérieur**, février 2026



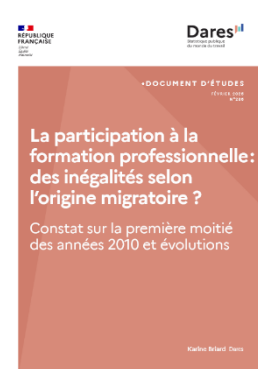
Cette étude publiée par le Défenseur des droits, porte sur les trajectoires et expériences professionnelles de descendants d’immigrés diplômés de l’enseignement supérieur. Elle met en évidence des situations de déclassement professionnel, mais aussi de discriminations, racisme et sexisme ressentis à différents moments de leur parcours. Intitulée « Trajectoires et expériences professionnelles des descendants d’immigrés diplômés du supérieur selon le genre et l’origine. Approche par méthodes mixtes. », cette étude a été conduite par les chercheuses Yaël Brinbaum (LISE–CNRS–Cnam) et Ingrid Tucci (LEST–CNRS–Aix-Marseille-Université).

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/2026-02/ddd_eclairages_Discritraj_20260210.pdf

IMMIGRATION

BRIARD Karine, DARES, La participation à la formation professionnelle : des inégalités selon l'origine migratoire ? Constat sur la première moitié des années 2010 et évolutions, Document d'études, n°286, 4 Février 2026.

Cette étude analyse les écarts d'accès à la formation entre immigrés, descendants d'immigrés et natifs, et dans quelle mesure leurs caractéristiques expliquent ces différences et leur évolution depuis 2000.



Se former est un enjeu important pour les travailleurs immigrés, dont la situation sur le marché du travail est moins favorable que celle des Français de parents nés en France (« natifs »). Pourtant seuls 42 % des immigrés en emploi en 2010 se sont formés au cours des cinq années suivantes, contre 56 % des descendants d'immigrés et 60 % des natifs. Dans quelle mesure les caractéristiques de ces travailleurs (niveau de diplôme, secteur d'activité, etc.) expliquent-elles ces différences ? Quelles sont les évolutions depuis le début des années 2000 ?

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/la-participation-la-formation-professionnelle-des-inegalites-selon-lorigine-migratoire>

DSED, Présence des Ukrainiens adultes ayant une autorisation de séjour en France, Infos Migrations, n°127, février 2026



Depuis le déclenchement du conflit en Ukraine en 2022, la France a accueilli 118 800 Ukrainiens adultes bénéficiaires de la protection temporaire. Cette population, majoritairement composée de femmes, a été multipliée par 4,6 en 2022, avec une concentration marquée à Paris, à Nice et dans les principaux pôles urbains. Du fait du conflit, la protection temporaire est devenue le principal vecteur d'accueil des Ukrainiens, avec un pic de bénéficiaires en août 2022. En 2024, la France demeure la 12^e terre d'accueil pour ces ressortissants au sein de l'UE, avec un maintien durable des Ukrainiens arrivés sur le territoire trois ans auparavant (54 %).

www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Etudes-et-statistiques/Etudes/Infos-migrations/Presence-des-Ukrainiens-adultes-ayant-une-autorisation-de-sejour-en-France

INTEGRATION

ANVITA, Pour une France accueillante. 6 ans de recommandations pour agir localement, février 2026



Ce rapport synthétique a pour objectif d'offrir des recommandations pour agir localement en faveur de l'accueil et de l'inclusion sur son territoire. Ces conseils s'appuient sur les pratiques inspirantes collectées dans les guides annuels "Pour une France accueillante" 2022, 2023, 2024 et 2025. L'ANVITA parle de « pratiques inspirantes » plutôt que de « bonnes pratiques ». En effet, ces pratiques perfectibles ont vocation à inspirer les autres territoires par leurs réussites, mais aussi parfois par les difficultés rencontrées. Pour développer une politique globale d'accueil, l'ANVITA recommande de penser ces trois piliers :

- promouvoir une vision alternative sur les migrations,
- favoriser un accès inconditionnel aux droits animer,
- une citoyenneté locale inclusive.

<https://www.anvita.fr/wp-content/uploads/2026/02/Synthese-Pour-une-France-accueillante-guide-2.0.pdf>

Municipales 2026. 10 recommandations pour l'accueil des personnes exilées



À l'occasion des élections municipales 2026, France terre d'asile, le CCFD-Terre Solidaire, l'Anvita, Modus Operandi, JRS France et le Secours Catholique - Caritas France, adressent leurs recommandations aux candidat-es.

Celles-ci visent la mise en œuvre d'une politique d'accueil des personnes exilées à l'échelle locale, mais avant tout de permettre l'inclusion et l'accès à l'autonomie de toutes les personnes, quelles que soient leur origine et leur situation administrative.

https://www.france-terre-asile.org/images/stories/publications/pdf/municipales_-_10_recommandations.pdf

Cause majeur ! Loi du 7 février 2022. Synthèse des résultats de la 4^e enquête nationale de Cause Majeur ! 4 ans après, l'accompagnement des jeunes majeur·e·s demeure insuffisant et inégal selon les territoires, février 2026



Rassemblant les réponses de 116 professionnel·le·s de terrain, intervenant dans 49 départements et accompagnant plus de 4 600 jeunes, cette enquête met en évidence une réalité contrastée. Si certaines avancées sont perceptibles, elles demeurent largement insuffisantes : la situation des jeunes majeur·e·s reste trop fragile, la loi n'est appliquée qu'à la marge et les inégalités territoriales persistent, voire se renforcent. Les progrès observés, bien qu'indéniables, n'entraînent aucun effet levier, échouant à produire l'impact systémique attendu pour garantir à l'ensemble des jeunes concerné·e·s un accompagnement réellement sécurisé, continu et équitable.

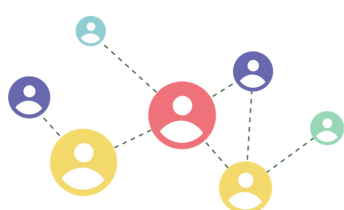
Les jeunes anciennement “Mineur·e·s Non Accompagné·e·s” font l’objet d’un traitement différencié, confirmant l’existence d’un double système de protection de l’enfance. Seul un quart bénéficie de la même qualité d’accompagnement dans leur département (25% contre 31% l’enquête 2024 - moins 6 pts).

<https://admin.cemea.asso.fr/assets/6cc3a4b4-bb53-4490-bfa7-c17f6ca77c95>

LES RESSOURCES DE L’ORIV

Réseau des acteurs de l’intégration sur le Grand Est

<https://www.oriv.org/publication/reseau-des-acteurs-de-lintegration-en-grand-est/>



Retrouvez les replays et les différents supports présentés lors des séminaires du réseau. Pour mémoire, voici les thématiques abordées début 2026 et en 2025 : Accès aux droits des étrangers primo-arrivants ; Outils numériques ; Accompagnement des primo-arrivants dans leur parcours d'intégration ; Scolarisation des enfants allophones ; Enjeux de jeunesse ; Enjeux de l'emploi ;

Enjeux de reconnaissance des compétences de l’expérience et des diplômes des primo-arrivants ; Santé et santé mentale des immigrés.

Centre de documentation de l’ORIV

<https://www.oriv.org/catalogue-documentaire-centre-de-ressources/>

Le centre de documentation est **ouvert gratuitement à tous** et plus particulièrement aux acteurs de terrain (professionnels et bénévoles), institutions (élus et techniciens), associations, étudiants, chercheurs...

Les consultations se font **uniquement sur rendez-vous**, en contactant directement la responsable de la Documentation et de la Communication de l’ORIV : Diane HÄSSIG – documentation@oriv.fr



Panorama de presse en ligne – Réseau RECI

<https://www.scoop.it/topic/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>

L’ORIV assure une veille quotidienne sur l’actualité (journaux, revues spécialisées...) par le biais d’outils numériques spécifiques. Cette veille est ensuite partagée à toute l’équipe.

L’ORIV participe au panorama de presse, en ligne, du Réseau RECI. Il est accessible au grand public, via l’outil Scoop-it. Il vous propose **une sélection d’articles sur l’immigration, l’intégration et la lutte contre les discriminations**.

